

# NOUVEAUX STATUTS 2nd DEGRÉ :

## MANUEL DE SURVIE À L'USAGE DES COLLÈGUES PRESSURÉS ET DÉSORIENTÉS...

### *OBLIGATIONS DE SERVICE DANS LE SECOND DEGRÉ À LA RENTRÉE 2015*

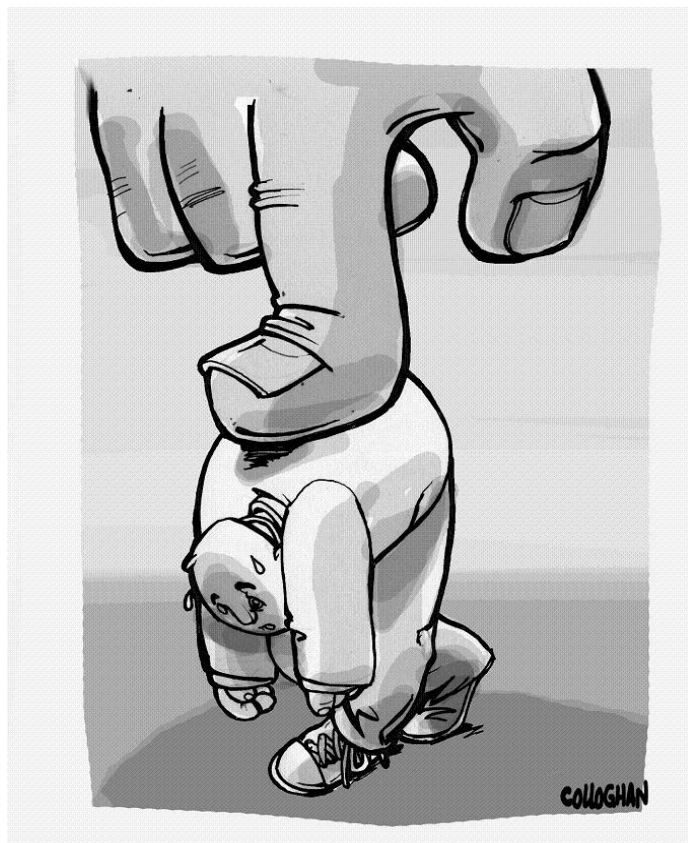
#### **Un nouveau cadre réglementaire à connaître.**

Les obligations de service des enseignant-es du second degré, ont été modifiées par le décret du 20 août 2014 (JO du 23 août 2014) et par sa circulaire d'application du 29 avril 2015 (BO 18 du 30 avril)

Désormais, au-delà des tâches de préparation et de gestion des cours et des tâches annexes existantes (conseils de classe, réunions parents profs, etc.) se développe un ensemble de contraintes et de « missions » nouvelles parfois contestables et toujours dévoreuses de temps, non rémunérées et non limitées dans le temps et dont l'importance, variant beaucoup entre les enseignants, est une source d'inégalité,

SUD Éducation a voté le 27 mars 2014 en CTM contre le décret modifiant les missions et services des enseignant-es du 2<sup>nd</sup> degré ; nous nous sommes ensuite prononcé-es contre le décret et les autres textes réglementaires notamment ceux créant les IMP qui sont associés à ces à ces nouveaux statuts.

Les nombreuses « missions » qui incombent désormais aux enseignant-es, certaines issues du fonctionnement du conseil pédagogique (réunions, coordination) que SUD éducation récusé et dont le nombre et l'objet augmentent par rapport à la situation existante, ne donnent en réalité lieu à aucune réduction du temps de service d'enseignement compensatoire, les textes réglementaires se contentant de les lister. Rien n'est fait pour diminuer le temps global de travail des enseignant-es, qui, pour SUD Éducation est un enjeu prioritaire des luttes à mener – et ce par delà notre profession. Pour cette raison nous revendiquons une baisse du temps de travail global des enseignants et, minimum de la décence, la prise en compte de



l'augmentation des « missions » des enseignants par des décharges de service d'enseignement d'importance. C'est l'inverse de la réforme actuelle, qui ne baisse pas les maxima de services et, pire, met en place un système de pondération qui risque de se révéler défavorable pour une majorité de collègues et dont les PLP sont officiellement exclu-es tout comme les enseignant-es du 1<sup>er</sup> degré intervenant dans le secondaire (PE en Segpa, EREA et ULIS). Ce décret met en place le tout indemnitaire en remplacement des -réductions de maxima de service d'enseignement. L'explosion du temps et de la charge de travail des collègues est à redouter partout où l'action syndicale ne permettra pas de stopper la réunionite et le zèle des chefs d'établissement. Enfin, les affectations sur plusieurs communes sont officialisées.

Dans cette brochure vous trouverez les références et un résumé des textes officiels, notre analyse et nos revendications pour lutter dans vos établissements.

## **I) Des nouvelles missions sans compensation, des nouvelles missions pour augmenter la pression hiérarchique et recomposer le métier**

Le décret tout en réaffirmant la primauté de la mission d'enseignement devant élèves, recense au-delà du service d'enseignement prévu par les fameux décrets de 1950 et les statuts particuliers qui restent inchangés, d'autres tâches qui sont, pour certaines déjà assumées par les enseignant-es du second degré, pour d'autres viennent se rajouter à la charge de travail existante. Ce faisant s'opère une nette recomposition de notre métier par une autre répartition du « temps de travail » et donc de l'objet même de celui-ci. Le décret découpe le « travail » des enseignants en 3 ensembles de « missions » : le service devant élèves, les missions « liées directement au service d'enseignement » et les missions particulières.

### **1 / Service d'enseignement et les missions liées**

Le nouveau décret prévoit désormais deux types d'obligations de service :

- Un service devant élèves dont le maximum hebdomadaire reste inchangé, y compris pour les documentalistes.
- **Un certain nombre de missions dites « liées directement au service d'enseignement dont elles sont le prolongement »** Entrent dans ce cadre un certain nombre de missions qui étaient déjà comprises dans l'ISOE part fixe (notation et appréciation du travail des élèves, conseils de classe) ou d'autres qui avaient été déclarées « obligations de service même en l'absence de texte » par la jurisprudence administrative (réunions parents- professeurs).

Mais à celles-ci s'ajoutent

- la participation aux dispositifs d'évaluation des élèves au sein des établissements,
- les heures de vie de classe qui « *n'entrent pas dans le service d'enseignement stricto sensu des enseignant-e-s qui en assurent l'animation.* ». Que signifie ce « stricto sensu » ? Il s'agit pourtant bien d'une heure devant élèves. Elles seraient désormais dues elles aussi au titre de l'ISOE, ce que SUD Education réclame, et incombent à tous les enseignant-es indifféremment. D'après ce projet elles ne sont plus rémunérées en HSE comme cela devait être le cas jusque-là même si c'était une bataille dans les établissements,
- **Les visites de stage : une mission supplémentaire inscrite dans les textes sans compensation.** Les modalités d'encadrement des élèves pendant les périodes de formation en milieu professionnel

restent les mêmes pour les PLP, en revanche pour les autres enseignant-es cette charge de service vient s'ajouter, sans aucune compensation ni limitation horaire

- le travail au sein d'équipes pédagogiques constituées d'enseignants ayant en charge les mêmes classes ou groupes d'élèves ou exerçant dans le même champ disciplinaire sans limitation de durée ni du nombre de réunions.

### Ce que dit SUD

Les craintes déjà exprimées, selon lesquelles la « reconnaissance » des multiples missions dans le décret entraînerait une augmentation des tâches et de la charge de travail se concrétisent. Par cette circulaire et **ce décret** le ministère tente de nous imposer plus de travail qu'avant, sans aucune compensation ni limitation horaire.

→ La « reconnaissance » des tâches « liées » à l'enseignement et du travail en équipe était une nécessité, mais cela devait se traduire par une baisse des maxima hebdomadaires de service d'enseignement et la reconnaissance du travail en équipe et de la concertation.

→ C'est l'occasion manquée d'étendre aux enseignant-es la réduction du temps de travail dont ont bénéficié les autres salarié-es en 1956, 1969, 1982 et 2000.

→ Cependant, ainsi détaillées dans l'article 2-II du nouveau décret et dans les circulaires d'application, les missions autres que l'enseignement deviennent obligatoires sans limitation ni contrepartie. Le flou de l'ancien décret permettait en effet de refuser certaines réunions excessives ou inutiles et de se soustraire ainsi au zèle et à la pression hiérarchique,

## 2/ les missions particulières

Toutes les autres tâches supplémentaires (réfèrent informatique, réfèrent culturel...) sont facultatives et ne donneront lieu à décharge horaire que sur accord du Recteur.

**Un certain nombre de missions particulières sont exercées au niveau académique.** Elles correspondent à la mise en œuvre des politiques académiques comme les partenariats, la politique de formation, l'appui aux corps d'inspection

Elle donne lieu à une lettre de mission d'un an signé entre le recteur et l'agent qui définit la mission et le niveau d'IMP ou de décharge de service.

### Les missions particulières mises en œuvre au sein d'un EPLE du second degré

LES MISSIONS	LES FONCTIONS	L'IMP prévue
<b>La coordination de discipline</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>-<b>anime</b> le travail pédagogique collectif des enseignants de la discipline ou du champ discipline</li><li>-<b>informe</b> l'équipe sur les questions qui intéressent la discipline dans l'établissement</li><li>-<b>coordonne</b> le suivi du matériel et équipement</li><li>-<b>coordonne</b> la mise en œuvre des projets disciplinaires et interdisciplinaires</li><li>-<b>contribue à l'animation et à l'organisation</b> des réunions d'équipe et conseil d'enseignement</li><li>-<b>accompagne</b> l'assistant de langue</li><li>→ doit être mis prioritairement dans les disciplines ou champs disciplinaires pour lesquels les effectifs sont les plus importants, ou avec une charge particulière (équipement, projet)-cas de la techno</li></ul>	1250 euros, soit l'équivalent d'1HSA  possibilité de modulation entre 625 et 2500 euros

La coordination des activités physiques, sportives et artistiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>anime</b> le travail pédagogique collectif des enseignants d'EPS</li> <li>-<b>coordonne</b> la mise en place de l'ensemble des APSA et la confection des EDT</li> <li>-<b>coordonne</b> l'élaboration du projet pédagogique en EPS et son insertion dans le projet d'établissement et <b>contribue à la définition</b> des progressions en s'appuyant sur la réunion de travail collectif nécessaires</li> <li>-<b>informe</b> l'équipe sur les questions qui intéressent la discipline dans l'établissement</li> <li>-<b>coordonne</b> la mise en œuvre des projets interdisciplinaire</li> <li>-<b>organise</b> la mise en place des certifications en matière d'APSA → mission si au moins 3 enseignants d'EPS assurant au moins 50h</li> </ul>	1250 euros ou 2500 si plus de 4ETP
La coordination de cycle d'enseignement	<p><b>Identifie, promeut et accompagne</b> la mise en place d'un projet pédagogique à l'échelle du cycle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>recense</b> et <b>coordonne</b> les initiatives</li> <li>-<b>encourage</b> les innovations pédagogiques propres au cycle</li> <li>-<b>anime</b> et <b>organise</b> des réunions d'équipe et conseils d'enseignement consacrés au projet</li> <li>-<b>contribue</b> à la mise en place de la liaison école-collège</li> <li>-<b>informe</b> l'équipe des professeurs de cycle sur l'ensemble des questions les intéressant → confiée si mise en œuvre d'un projet pédagogique à l'échelle du cycle qui induit une charge de coordination</li> </ul>	<p>1250 euros, soit l'équivalent d'1HSA</p> <p>possibilité de modulation entre 625 et 2500 euros</p>
La coordination de niveau d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>coordonne</b> et <b>anime</b> le travail éducatif des équipes du niveau (PP, enseignants, Vie sco)</li> <li>-<b>contribue</b> à la mise en place effective de projets et de démarches pédagogiques coordonnées entre les différentes classes de niveau</li> <li>-<b>favorise</b> l'accompagnement individualisé des élèves en lien avec le PP du niveau</li> <li>-<b>coordonne</b> la mise en place de liens étroits avec les parents et les partenaires de proximité</li> <li>-<b>met à disposition</b> des parents et des élèves l'information en matière de partenariat → on privilégie les classes de collèges et de seconde, en EP → prend en charge deux niveaux, un si circonstances particulières</li> </ul>	<p>entre 1250 et 2500 euros (selon les actions, le nombre de classes par niveau)</p> <p>exceptionnellement 3750 euros</p>
Le référent Culture	<p><b>Contribue</b> à la mise en œuvre du parcours d'EAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>participe</b> à l'élaboration du volet culturel du projet d'établissement</li> <li>-<b>informe</b> la communauté éducative de l'offre culturelle de proximité</li> <li>-<b>veille</b> à la mise en œuvre de projets culturels dans le cadre du temps scolaire et/ou périscolaire</li> <li>-<b>encourage</b> les démarches partenariales entre l'établissement et les institutions culturelles et CT</li> <li>-<b>valorise</b> sur le site Internet de l'établissement les actions pédagogiques innovantes</li> </ul>	<p>625 euros</p> <p>possibilité de monter jusqu'à 1250</p>
Le référent pour les ressources et usages pédagogiques numériques	<p>Trois types d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>conseille</b> les personnels de direction dans le pilotage de l'établissement et <b>accompagne</b> les enseignants dans la prise en compte du numérique au quotidien dans les classes</li> <li>-<b>assure la disponibilité technique</b> des équipements en lien avec les collectivités territoriales chargées de l'équipement et de la maintenance</li> <li>-<b>administre</b> les services en ligne par délégation du chef</li> </ul>	entre 1250 et 2750 euros

	d'établissement	
<b>Le tutorat des élèves en lycée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>aide</b> le lycéen dans l'élaboration de son parcours de formation et d'orientation</li> <li>-<b>assure</b> le suivi tout au long de ce parcours en coopération avec le PP et le COP</li> <li>-<b>guide</b> l'élève vers les ressources disponibles</li> <li>-<b>aide</b> l'élève à s'informer sur les poursuites d'études dans le supérieur</li> <li>→ en lycée, confié à un ou plusieurs enseignants ou CPE</li> </ul>	entre 312,50 et 625 euros
<b>Le référent décrochage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>coordonne</b> l'action de prévention</li> <li>-<b>facilite</b> le retour en formation initiale des jeunes pris en charge dans le cadre du réseau Foquale</li> <li>-<b>interlocuteur</b> des services académiques de la MLDS</li> <li>→ dans chaque établissement où apparaissent des phénomènes de décrochage</li> </ul>	1250 euros  modulation possible entre 625 et 2500 euros

### Ce qu'en dit SUD éducation

**Pour SUD éducation les compensations (horaires ou, à défaut, indemnitaires) doivent être attribuées non pour des rôles, mais pour des charges de travail supplémentaires ou des conditions de travail particulièrement difficiles.**

**Enfin, ce n'est pas au chef de désigner ces « chargés de mission », qui ne peuvent jamais être contraints à les accepter.**

#### **SUD éducation revendique immédiatement**

→ De refuser de prendre position en CA sur la répartition des missions et IMP liées proposée par le chef d'établissement et d'accepter ainsi d'arbitrer entre collègues et entre hiérarchie des missions,( rappelé lors du stage)

→ De lister en AG d'établissement les missions qui paraissent indispensables à son bon fonctionnement et que les collègues jugent légitimes d'être prises en compte dans leur temps de travail (par exemple une décharge variable selon la taille de l'EPLE pour les TICE).

→ De réclamer systématiquement la possibilité offerte par le décret de partager les missions et de bénéficier d'une décharge plutôt que d'une indemnité.

**SUD éducation revendique des décharges de service pour certaines missions déjà assurées mais s'oppose à l'extension du principe indemnitaire.**



## II/ l'augmentation du temps et de la charge de travail des enseignants renforcée par les nouveaux décrets

### 1/ L'augmentation du temps de travail

**Les maxima de services d'enseignement hebdomadaires demeurent inchangés.**

	Instituteurs PE Dont SEGPA EREA	Agrégés	Certifiés	PLP	PEGC	Attaché de labo
Toutes disciplines sauf EPS	21 heures	15 heures	18 heures	18 heures	18 heures	(3)
EPS (dont 3h pour l'UNSS)		17 heures	20 heures		20h (1)	
Documentalistes			30 + 6 heures (2)			

(1) 19 heures pour ceux et celles assurant au moins 9h heures de service en EPS

(2) En cas d'enseignement 1h=2h. Pas de possibilité d'heure supplémentaire

(3) Décharge de service totale

**Le ministère veut instaurer la possibilité d'imposer plus d'une heure supplémentaire** : la circulaire stipule que « *lorsque l'application des pondérations donne lieu à l'attribution d'au plus 0,5 heure supplémentaire, l'enseignant pourra être tenu d'effectuer, en sus, une heure supplémentaire entière* ». Autrement dit, alors que certaines heures jugées lourdes sont pondérées pour alléger la charge globale de travail des enseignant-e-s, le ministère re-alourdit cette charge de travail en imposant l'équivalent d'1,5 heures supplémentaires. C'est *scandaleux*, ce serait une régression majeure, une attaque frontale contre nos conditions de travail. C'est *illégal*, puisque contraire au décret que cette circulaire est supposée appliquer. C'est *contraire à tous les engagements du ministère* lors des discussions sur les nouveaux textes statutaires.

**Pour ces raisons il faut continuer à contester toute tentatives d'imposer plus d'une heure supplémentaire.** SUD éducation a engagé un recours juridique contre cette disposition au printemps 2015, nous vous tiendrons informés de la décision du Conseil d'Etat.

### Analyse

#### La réalité du temps de travail des enseignant-es

En moyenne, les enseignant-es du primaire travaillent plus de 44 heures par semaine et ceux et celles du secondaire plus de 41 heures, soit près d'une heure et demie de plus qu'en 2008.

Les professeur-es des écoles débutant-es travaillent plus de 52 heures par semaine, et les professeur-es nouvellement certifié-es plus de 45, ce qui confirme l'urgence d'une réduction du service des stagiaires bien en-deçà du mi-temps de la réforme Peillon, mais aussi des titulaires pendant leurs premières années d'exercice, pour une entrée progressive dans le métier. Le temps de travail augmente à nouveau de manière importante à partir de 60 ans : cela doit renforcer notre détermination à lutter contre l'augmentation des années passées au travail.

*NB : Tous les chiffres de cet encart sont issus des enquêtes de la DEPP.*

Il est urgent d'obtenir une diminution du temps de travail global des enseignants du secondaire, en refusant toute flexibilisation ou annualisation, et donc en défendant en tout premier lieu la définition du temps de service d'enseignement par des maxima hebdomadaires de service très fortement diminués.

La réduction du nombre d'heures de cours pour les enseignant-es doit permettre de prendre en compte dans leur service des tâches annexes assurées actuellement pour partie gratuitement, de dégager un temps de concertation pour les équipes pédagogiques, et un temps de travail en équipe pluri-professionnelle pour l'ensemble des personnels compris dans leur temps de service (prise en charge des élèves, des problèmes de façon collective...).

Nous revendiquons la compensation, par des réductions de service d'enseignement plus conséquentes que l'heure accordée par le décret, des tâches supplémentaires et de la pénibilité liées à certaines fonctions et à certains postes de travail, notamment au partage du service sur plusieurs établissements de la même commune, ou encore aux remplacements ou affectations à l'année. Ainsi, en éducation prioritaire, nous revendiquons une décharge spécifique supplémentaire d'1h30. Les professeur-es principaux/ales doivent bénéficier d'une décharge de service (le temps de vie de classe devant être préalablement intégré dans leur service), ainsi que les enseignant-es qui accompagnent les stagiaires.

Sur ces bases, SUD Éducation revendique une amélioration du statut des enseignant-es du 2nd degré.

## 2 / Les pondérations

Le décret prévoit une pondération à 1,1 des heures de classe effectuées dans l'éducation prioritaire en REP+ [article 8] et dans les classes du cycle terminal des séries générales et technologiques [article 6].

### Modalités de décompte des heures d'enseignement

Le système de pondération modifie le mode de décompte des heures d'enseignement des enseignant-es.

#### Qu'est-ce qui change dans ce mode de décompte?

Certaines heures sont désormais pondérées, ce qui signifie qu'elles « valent » plus d'heure qu'elles ne durent réellement. Par exemple, si un-e enseignant-e effectue 8 heures de cours pondérées à 1,1 et 10 heures de cours non-pondérées, on considérera qu'il effectue  $8 \times 1,1 + 10 = 18,8$  heures (et donc si votre maxima de service est de 18h, vous percevrez 0,8 HSA).

#### Quelles sont les heures pondérées ?

- Les 10 premières heures d'enseignement en première et terminale de la voie générale et technologique est pondérée à 1,1 (1h enseignée = 1,1h décomptée). Les suivantes ne sont pas pondérées (une heure enseignée vaut une heure décomptée).  
⇒ *Ce dispositif remplace la décharge de service dite « heure de première chaire »*
- **Toutes** les heures d'enseignement **en classe de STS** ou dans une formation assimilée sont pondérées à **1,25** (1h enseignée = 1,25h décomptée).  
⇒ *Notez que le dispositif précédent de pondération qui spécifiait les heures qui étaient pondérées et d'autre non est **abrogé**.*
- **Toutes** les heures d'enseignement dans les établissements scolaires inscrits dans le **programme REP+** sont pondérées à **1,1** (1h enseignée = 1,1h décomptée).

**Sachant que le nombre d'heures enseignées ouvrant droit à pondération ne peut dépasser votre maxima de service.** Par exemple, si un-e enseignant-e effectue 19 heures en REP+ et que son maxima de service est de 18 heures, seules 18 heures seront pondérées. On considérera donc qu'il ou elle

effectue  $18 \times 1,1 + 1 = 20,8$  heures, et percevra donc 2,8 HSA.

### Combien d'heures supplémentaires peut-on m'obliger à faire dans ce système ?

Si un-e enseignant-e est en service « normal » (pas d'allègement de service), alors tant que le mode de décompte des heures ne dépasse pas le maximum de service de plus de 0,5 heure, on peut contraindre le ou la collègue à faire une heure de service supplémentaire (qui pourra être pondérée si elle y est éligible).

*Exemple* : Le maximum de service est de 18h. L'enseignant-e effectue 5 heures en terminale, 13 heures en seconde. On considère qu'il ou elle fait  $5 \times 1,1 + 13 = 18,5$  heures. On peut alors l'obliger à faire une heure supplémentaire. Mais cette heure ne peut pas être effectuée en terminale, car elle vaudra 1,1 et on considérera que vous effectuez  $18,5 + 1,1 = 19,6$  heures.

**Enfin les stagiaires ne bénéficieront le plus souvent pas des pondérations** car le système de fourchettes horaires pour définir le service des stagiaires permettra sans difficulté de les en écarter. La circulaire indique en effet aux recteurs qu'« *il vous appartient de veiller à ce qu'un enseignant stagiaire ne se voit pas attribuer un service dépassant, une fois appliqués les dispositifs de pondération, les fourchettes de quotités horaires précitées.* ». Les fourchettes autorisent déjà des services plus élevés qu'un mi-temps (jusqu'à 10 heures pour un-e certifié-e par exemple). Pire, l'absence de cadre contraignant permettra de dépasser le haut de la fourchette. Les stagiaires ne devraient déjà pas être affecté-es dans des établissements REP mais, en l'absence d'interdiction ferme, ils et elles le sont pourtant bien souvent.

**L'écèlement des heures pondérées** : si un enseignant effectue un service ouvrant droit à plusieurs systèmes de pondérations et effectue des heures supplémentaires, un système d'écèlement est mis en place afin de limiter l'effet des pondérations au maximum des obligations de service de l'enseignant selon la formule suivante : (heures issues des pondérations X le maximum de service) / le temps de service réel devant élève (donc hors pondération)

#### **Pondération éducation prioritaire**

Dans des établissements « *inscrits sur une liste fixée par arrêté du Ministre* » (art. 8), les heures d'enseignement se verront appliquer une pondération de 1,1.

#### **Ce que dit SUD**

- Un allègement du temps devant élèves en éducation prioritaire va dans le sens des revendications de SUD, mais nous revendiquons une réelle décharge et non une pondération.
- Cette disposition ne concernera qu'une infime partie des établissements de l'éducation prioritaire, ceux classés REP+.
- Le dispositif devrait concerner également les personnels non-enseignants de l'éducation prioritaire.
- Sans créations de postes suffisantes, cette pondération risque de se traduire par des heures supplémentaires au lieu d'une décharge de service.



## Aspects spécifiques aux LP

- Le décret exclut les PLP des pondérations données dans le cycle terminal général et technologique.
- Le texte ne garantit pas que les compléments de service des PLP ne soient pas faits dans les sections d'apprenti-es au sein des lycées des métiers (art. 4).
- Les certifié-es, agrégé-es peuvent enseigner dans n'importe quel établissement alors que « *Pour les professeurs de lycée professionnel, ce complément de service ne peut être assuré que dans un établissement scolaire public dispensant un enseignement professionnel* » (art. 4).
- Le texte sur les statuts particuliers (art. 8) permet de candidater au détachement dans le corps des PLP sur la base d'une reconnaissance de leur « *pratique professionnelle ou d'enseignement* » et non exclusivement sur titre et diplôme.

### Ce que dit SUD

**Nous condamnons la mesure inégalitaire qui exclut la voie professionnelle de la pondération à 1,1** des heures effectuées dans le cycle terminal [article 6]. Nous dénonçons également la proposition de remplacement de l'indemnité de Contrôles en Cours de Formation (CCF) par une indemnité pour forfaitaire les enseignantes qui effectuent au moins 6 heures en première ou terminale bac pro ou en seconde ou terminale CAP, qui vise des économies budgétaires. D'une part, celle-ci exclurait de fait des enseignant-es qui effectuent moins de 6 heures dans ces niveaux, en créant un effet de seuil. D'autre part, elle créerait une nouvelle injustice puisqu'elle abolirait toute compensation pour ceux et celles des enseignant-es qui doivent assurer des CCF et ne tiendrait pas compte de la différence de charge de travail. En compensation temporaire de l'exclusion de la pondération, **nous revendiquons que l'équivalent de 0,1 HSA soit attribué aux enseignant-es pour chaque heure effectuée en première ou terminale BAC PRO et dans les deux années de CAP.**

Nous condamnons le mode d'évaluation des examens par CCF qui repose uniquement sur l'enseignant-e (conception, organisation, convocation, correction, notation). Nous réclamons le retour aux épreuves ponctuelles nationales. Tant que des CCF sont maintenus et qu'ils ne donnent pas lieu à décharges horaires spécifiques, **nous revendiquons que les indemnités de CCF soient maintenues et augmentées, qu'elles soient versées intégralement à chaque enseignant-e pour chaque épreuve et sous-épreuve, en tenant compte du nombre d'élèves concerné-es.**

**Nous dénonçons cette exclusion scandaleuse des enseignant-es de la voie professionnelle des pondérations dans les classes d'examen.**

SUD éducation a été la seule organisation à déposer un amendement visant à empêcher d'imposer des compléments de service dans les sections d'apprenti-es. L'inégalité de traitement sur les compléments de service entre PLP et PLC n'est pas compatible avec notre revendication du corps unique des enseignant-es. Par contre, les statuts particuliers (art. 8) actent une reconnaissance des années d'expérience professionnelle et d'enseignement professionnel.

### SUD éducation revendique

- 3h de concertation intégrées dans le service des enseignant-es et inscrites à leur emploi du temps, afin de privilégier l'usage de décharge plutôt que le tout indemnitaire.
- Une baisse du temps de travail : travailler moins pour travailler toutes et tous, et travailler mieux.
- Un corps unique pour l'ensemble des personnels enseignants, en l'alignant sur la situation la plus favorable.
- Une réforme de l'éducation prioritaire qui inclut une décharge horaire dans le service de tous les personnels, pour répondre aux spécificités du travail en ZEP et garantir une amélioration des conditions de travail dans les établissements classés éducation prioritaire. C'est sur le terrain et par nos luttes que nous construirons une autre école !

## Ce qu'en dit SUD Éducation :

La mise en œuvre cette année dans les REP+ suscite de grandes craintes. Dans beaucoup de cas, faute de création de postes, cette pondération n'a pas donné lieu à une réduction de service, mais à des (fractions) d'heures supplémentaires.

Pourtant, le choix d'une pondération plutôt que d'une indemnité est fondé sur l'idée que la charge de travail supplémentaire en cycle terminal ou les conditions de travail dans l'éducation prioritaire doivent donner lieu à une diminution du service devant élèves. **Pour SUD Éducation, les textes d'application doivent préciser que la mise en place des pondérations en REP+ et en cycle terminal a pour objectif qu'elles se traduisent par des réductions effectives des services devant élèves pour l'ensemble des enseignant-es concernés, stagiaires compris-es.**

Il faut rappeler que les sous services ne sont pas interdits, et qu'ils ne sont pas de la responsabilité des personnels, qui ne doivent pas en pâtir. Et il faut également rappeler que le décret maintient les maxima hebdomadaires de service pour les certifié-es, agrégé-es et PLP [article 2] et aussi qu'on ne peut pas imposer plus d'1,5 (HSA) pondération comprise.

**La pondération ne vaut pas au-delà des maxima de service.** La circulaire indique qu'« un mécanisme d'écêtement permet de respecter la règle interdisant de pondérer plus d'heures que celles prévues dans le maximum de service de l'enseignant ». S'il est légitime de pondérer une heure – en vertu du travail plus important qu'elle suppose – cela l'est également au-delà des maxima de service (de même, rien ne peut justifier le plafonnement à une heure de la réduction de service pour des heures effectuées en cycle terminal).

Les textes d'application doivent expliquer que les pondérations sont prises en compte pour le calcul des heures de service et des HSA, et ainsi que les heures de service ne peuvent pas dépasser de plus d'1,5 heure les maxima réglementaires sans l'accord de l'intéressé-e, même si le dépassement supplémentaire est d'une fraction d'heure.

Par exemple, il n'est pas possible d'imposer 13 heures de cours dans des classes de seconde à un-e certifié-e à temps plein qui aurait également 6 heures à assurer en cycle terminal. Son service serait en effet alors de 19,6 heures  $[(6 \times 1,1) + 13]$ . Le maxima de service des certifié-es étant de 18 heures, cela reviendrait à lui imposer 1,6 HSA, soit plus que l'heure et demie HSA imposable.

Les collègues doivent être en capacité de refuser ces HSA en dépassement. Il est de la responsabilité du ministère de faire en sorte que les personnels soient informés, que les chefs d'établissement et les rectorats ne fassent pas pression sur les collègues, et que les postes soient pourvus en nombre suffisant pour que les réductions de service soient respectées.

### Et les décharges de service ?

- Les enseignant-es en poste partagé sur 3 établissements d'une même commune ou sur deux communes différentes, bénéficieront désormais d'une décharge d'une heure, y compris les TZR s'ils sont affectés à l'année : SUD EDUCATION refuse cette discrimination qui écarte de la décharge les TZR non titulaires d'une affectation à l'année.
- La décharge de laboratoire est maintenue en SVT et physique-chimie en collège (si l'enseignant-e effectue au moins 8h de cours) mais supprimée partout ailleurs (en technologie, histoire-géographie, langues...).
- L'heure de chorale ne compte plus double pour les professeur-es d'éducation musicale et de chant

choral.

- L'heure de première chaire est remplacée par un système de pondération : chaque heure effectuée en cycle terminal sera comptée pour 1,1 heure.

Le maximum de réduction de service attribué au titre d'un service dans un ou deux autres établissements est d'une heure. Un-e enseignant-e remplissant les conditions pour bénéficier de plusieurs réductions de services peut les cumuler (heure de laboratoire + affectation multiple peut donner droit à deux heures de réduction de service par exemple).

### **Ce que dit SUD**

→ La décharge pour service partagé dans une même commune (pour plus de deux établissements) est confirmée, mais l'inscription au nouveau décret de la possibilité d'affectation sur plusieurs communes est un recul par rapport à l'ancien qui ne le permettait que pour des établissements de la même ville – même si l'administration ne respectait pas ce point. SUD ne peut accepter que le décret prévoie la possibilité d'une affectation sur plusieurs communes ou sur plus de deux établissements, même pour les TZR.

→ Avec la suppression des décharges disciplinaires, de nombreux personnels verront par contre leur charge de travail augmenter, c'est intolérable.

→ Alors que l'heure de première chaire intervenait dès 6 heures d'enseignement en cycle terminal, avec ce texte il en faudra 10 pour obtenir une heure de décharge pleine.

→ **Les TZR en remplacement de courte et moyenne durée ne bénéficieront pas des décharges pour affectation multiple** : contrairement à ce que disait le décret, qui prévoyait que tous-tes les enseignant-es, TZR compris-es sans aucune restriction, aurait une heure de service en moins en cas d'affectation dans deux établissements de communes différentes ou dans trois établissements, la circulaire veut restreindre la décharge aux TZR en affectation à l'année.

Pour les enseignant-es de Sciences physiques ou de SVT dans les collèges où n'exercent pas de personnels techniques, les maxima de service sont réduits d'une heure.

### III/ Les affectations

En opposition à ce que stipule le nouveau décret [article 4], SUD éducation combat la possibilité d'affectations sur plusieurs communes ou sur plus de deux établissements, même pour les TZR. Nous revendiquons tous les encadrements possibles pour limiter les possibilités d'affectations multiples et en particulier :

- ➔ que les affectations sur deux établissements situés dans des communes différentes ou dans trois établissements ne puissent se décider qu'avec l'accord explicite de l'enseignant-e ;
- ➔ qu'un-e enseignant-e ne puisse pas être affecté-e sur un deuxième établissement si des heures supplémentaires (HSA) sont attribuées à d'autres enseignant-es de sa discipline dans son établissement d'affectation.

#### Nous revendiquons également :

- ✚ qu'une heure de réduction de service soit appliquée pour toute affectation multiple ;
- ✚ qu'une pause méridienne d'au moins une heure, hors temps de déplacement, soit respectée ;
- ✚ qu'il n'y ait pas de déplacements multiples dans la même journée (pas d'aller-retour entre les deux établissements) ;
- ✚ qu'il y ait un nombre maximum de déplacements hebdomadaires entre les établissements d'affectation ;
- ✚ que les frais de déplacement entre les établissements donnent lieu à remboursement ;
- ✚ que les affectations multiples donnent lieu à une saisine obligatoire du CHSCT sur le sujet.

**Complément de service dans une autre discipline : modalité d'accord floue.** Un-e enseignant-e dont le service est incomplet « *peut être appelé à le compléter dans une autre discipline correspondant à ses compétences* ». Cette possibilité est conditionnée à l'accord de l'enseignant-e, ce qui était stipulé dans le décret. Mais la circulaire dit que « *le recteur définit les modalités de recueil de cet accord* ». Laisser la définition des modalités de recueil de cet accord au recteur c'est ouvrir la possibilité de variations géographiques et de pressions sur les collègues, au lieu d'un accord réel. C'est pourquoi nous revendiquons une définition nationale des modalités de recueil du consentement via un formulaire écrit, la garantie que l'accord des collègues soit réel, notamment sans chantage aux affectations sur différents établissements.